



**Les plans de liquidation  
du réseau de la DGFIP sont sortis,  
l'heure est à la mobilisation générale !**

**Multiplions les actions tous azimuts !**

**Toutes et tous au  
Rassemblement devant la  
PREFECTURE LE 28 JUIN  
à PARTIR DE 9H**

**IL est temps que notre direction nous rende des comptes !  
Ne la laissons pas démolir notre administration !**

**Le gouvernement MENT et notre direction aussi !**

Le gouvernement et la DG veulent aujourd'hui, avec la « déconcentration de proximité » porter le coup de grâce à la DGFIP. En effet, nous pouvons évaluer les conséquences de ce plan à une suppression de plus d'un millier d'implantations (trésoreries et services fiscaux). Dans quel but ? Accélérer les suppressions massives d'emplois (120 000 fonctionnaires, dont 50 000 dans la Fonction Publique d'État, d'ici 2022, la DGFIP étant toujours considérée comme la principale contributrice) et réduire nos missions de service public.

Le gouvernement veut tromper l'opinion publique et les agents en affichant davantage de points de contacts mais en oubliant de préciser qu'il ne s'agira que de simples permanences mensuelles ou hebdomadaires : un service public « low cost » assuré par des agents qui pourront ne pas être issus de la DGFIP, voire ne pas être des fonctionnaires ! Le résultat de cette politique sera simple : un service public déshumanisé totalement inadapté aux personnes en difficulté ou dans une situation de précarité. Il en résultera, quand ce n'est pas déjà le cas, une inégalité d'accès aux services entre les usagers qui ont les moyens et les autres, particulièrement en termes de traitement rapide des dossiers complexes.

De plus, le détachement d'office est prévu par la loi de transformation de la Fonction Publique pour tout fonctionnaire dont la mission serait transférée, même vers le privé ! Cette mobilité contrainte sera notamment permise par l'affectation au département avec la possibilité pour les directeurs de déplacer ou de bloquer les agents dans « l'intérêt du service ».

**La DG veut associer les agents et leurs syndicats à la destruction de la DGFIP !**

La DG attend des agents et de leurs syndicats « une collaboration active pour construire ensemble le nouveau réseau de la DGFIP ». Mais notre rôle n'est pas d'aider la DG et le gouvernement à liquider les droits et garanties des agents, nos missions et notre réseau. Nous avons des revendications pour améliorer notre service public, les droits et garanties des agents, à l'inverse du plan Darmanin qui veut les détruire. Alors tous et toutes ensemble, construisons le rapport de force dans l'unité d'action la plus large partout où c'est possible, pour obtenir l'abandon de ce plan mortifère et faire avancer nos revendications !



**Dans ces conditions, la CGT Finances Publiques 95 décide :**

- d'exiger le retrait du plan Darmanin qui n'est ni négociable, ni amendable,
- de ne participer à aucune discussion sur la liquidation des missions, fusions de structures, fermetures de services ou d'unités.

Conscients de notre responsabilité, en concertation avec les agents rencontrés lors de nos tournées de HMI, nous vous proposons le plan d'actions suivants :

**Etape 1 :** Communications auprès des élus et de la presse faites le 11 juin 2019.

**Etape 2 :** Boycott du CTL « conditions de vie au travail » le 11 juin 2019. Parler des conditions de vie au travail au lendemain de l'annonce de la géographie revisitée dans le Val d'Oise, mais de qui se moque-t-on ?

**Etape 3 :** Animation de HMI et discussions avec les collègues dans tous les sites.

**Etape 4 :** le jeudi 27 juin : Appel à la journée d'action intersyndicale Fonction publique. Rassemblement devant Bercy entre 12h et 14h.

**Etape 5 :** le vendredi 28 juin : Rassemblement devant la préfecture à Cergy à partir de 9h, jour du CHS-CT ! Venez nombreux demander des comptes à notre direction. Ne nous laissons pas faire ! Que se soit par la grève ou congés, soyez présents !

**Etape 6 :** le mardi 2 juillet entre 10h et 11h : Interpellons en masse notre direction sur la BALF dédiée à la géographie revisitée [nouveaureseau95@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:nouveaureseau95@dgfip.finances.gouv.fr)

Doubler cet envoi par un message dénonçant nos conditions de travail et notre avenir sur le lien RESSET 95 (Ulysse 95 → les agents → conditions de vie au travail → les registres santé, sécurité au travail (colonne gauche) → RESSET95 (colonne droite).

**Etape 7 :** En concertation avec les agents, Rassemblements à préparer durant tout l'été devant les sites et/ou services qui sont menacés de fermeture.

- Une pétition est en cours d'élaboration.
- Un préavis de grève CGT Finances Publiques couvre toutes les mobilisations jusqu'en septembre et sera reconduit.

**Etape 8 :** A discuter ENSEMBLE lors de nos tournées de HMI !

**Collègues, camarades, il est temps d'agir. Nous vous invitons réfléchir et à nous proposer des initiatives d'actions. Il est urgent de ne plus se laisser aller au fatalisme et à l'apathie ! TOUS ENSEMBLE ORGANISON LA RESISTANCE !**

